

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012

Etats financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2012

I – Etat de situation financière (En milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Immobilisations incorporelles	2	297 982	290 059
Immobilisations corporelles	2	306 420	310 446
Titres disponibles à la vente	3.1	137	138
Prêts et créances au coût amorti	3.1	12 413	9 929
Instruments financiers dérivés NC			772
Participation dans les entreprises associées		24 824	24 833
Impôts différés actifs		0	0
Total actif non courant		641 775	636 177
Prêts et créances au coût amorti	3.1	387	915
Instruments financiers dérivés	3.1	0	2 918
Créances clients et autres débiteurs	3.1	51 142	144 944
Stocks	5	14 920	28 326
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.1	20 447	3 456
Total actif courant		86 895	180 559
Total actif		728 670	816 735

Passif	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Capitaux propres	V	234 861	219 924
Dont participations ne donnant pas le contrôle		-701	-543
Provisions	6	212 532	210 655
Dettes financières	3.2	90 275	70 622
Instruments financiers dérivés	3.2	331	0
Autres passifs	3.2	16 387	14 433
Impôts différés passif		2 871	7 701
Total passif non courant		322 396	303 411
Provisions	6	13 844	14 342
Dettes financières	3.2	22 784	93 887
Instruments financiers dérivés	3.2	4 155	0
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	3.2	75 253	142 677
Autres passifs	3.2	55 378	42 494
Total passif courant		171 413	293 400
Total passif et capitaux propres		728 670	816 735

II – Compte de résultat consolidé
(En milliers d'euros)

	Notes	30/06/2012	30/06/2011
Chiffre d'affaires.....	7	260 345	237 459
Achats.....		-133 076	-105 738
Charges de personnel.....		-18 700	-21 697
Amortissements, dépréciations et provisions.....		-22 955	-14 258
Autres charges opérationnelles.....		-49 594	-55 334
Résultat opérationnel courant.....		36 022	40 432
Résultat sur cession d'actifs.....		-21	-6
Dépréciation d'actifs corporels, incorporels et financiers.....		-410	256
Résultat des activités opérationnelles.....		35 591	40 682
Coût de l'endettement financier net.....		118	-255
Autres produits financiers.....		60	72
Autres charges financières.....		-2 964	-2 530
Résultat financier.....	8	-2 787	-2 713
Impôts sur les bénéfices.....	9	-11 860	-13 110
Quote-part de résultat dans les entreprises associées.....		1 363	1 931
Résultat net total.....		22 308	26 791
Participations ne donnant pas le contrôle.....		19	70
Résultat net part du groupe.....		22 327	26 721
Résultat net par action...(1).....		12,94	15,49
Résultat net dilué par action...(1).....		12,94	15,49

(1) Le nombre d'actions est inchangé sur les exercices 2011 et 2012 et s'élève à 1 725 320 actions.

III – Etat du résultat global
(En milliers d'euros)

	30/06/2012			30/06/2011		
	Total	Part Groupe	Part participations ne donnant pas le contrôle	Total	Part Groupe	Part participations ne donnant pas le contrôle
Résultat net de la période.....	22 308	22 327	-19	26 791	26 721	70
Variation de la juste valeur des instruments de couverture...	-7 766	-7 766		-912	-912	
Ecart de conversion.....	261	284	-23	-155	-164	9
Impôt.....	2 674	2 674		313	313	
TOTAL ELEMENTS RECYCLABLES	-4 831	-4 808	-23	-754	-763	9
Pertes et gains actuariels.....	5 547	5 547		12 182	12 182	
Impôt.....	-1 931	-1 931		-4 194	-4 194	
TOTAL ELEMENTS NON RECYCLABLES	3 616	3 616	0	7 988	7 988	0
Autres éléments du résultat global.....	-1 215	-1 192	-23	7 234	7 225	9
Résultat global.....	21 093	21 135	-42	34 025	33 946	79

Ventilation de l'impôt différé sur les autres éléments du résultat global

	30/06/2012		30/06/2011	
	Base	Impôt différé	Base	Impôt différé
Pertes et gains actuariels.....	5 547	-1 931	12 182	-4 194
Variation de juste valeur des instruments financiers	-7 766	2 674	-912	313
Ecart de conversion.....	261		-155	0
Total	-1 958	743	11 115	-3 881

IV – Tableau des flux de trésorerie
(En milliers d'euros)

	Au 30/06/2012	Au 30/06/2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture (au 1er janvier de l'année en cours)...	3 456	-3 623
Résultat net.....	22 308	26 791
Quote-part de résultat MEE.....	-1 363	-1 931
Dividendes reçus des MEE.....	1 650	1 327
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions.....	21 781	14 909
Instruments financiers.....		
Résultat sur cessions d'actifs.....	37	23
Résultat financier.....	2 787	2 713
Impôt sur les bénéfices.....	11 860	13 110
Perte de valeur.....	394	-273
Marge brute d'autofinancement avant charges financières et impôts.....	59 454	56 669
Impôt décaissé.....	-7 817	-6 160
Variation du besoin en fonds de roulement.....	55 608	83 241
Flux issus des activités opérationnelles.....	107 245	133 750
Investissements.....	-32 218	-37 597
Cessions.....	4	0
Acquisition immobilisations financières.....	-10	-9
Réduction des autres immobilisations financières.....	4	3
Intérêts reçus sur actifs financiers non courants.....	-547	-118
Retraitements non cash sur dividendes.....	-116	-1 323
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants.....		0
Flux issus des activités d'investissement.....	-32 883	-39 044
Opérations de financement :		
Dividendes versés.....	-6 039	-5 435
Remboursement des dettes financières.....	-8 118	-8 094
Besoin de trésorerie (financement).....	-14 157	-13 529
Augmentation des dettes financières...(1).....	27 729	12
Dégagement de trésorerie (financement).....	27 729	12
Intérêts financiers versés.....	118	-255
Intérêts financiers reçus.....		
Variation des découverts bancaires.....	-71 061	-69 917
Flux issus des activités de financement.....	-57 371	-83 689
Variation de trésorerie.....	16 991	11 017
Trésorerie de clôture.....	20 447	7 394

(1) Une deuxième tranche du prêt BEI (Banque Européenne d'Investissement) a été versée pour 28 M€ le 29 juin 2012 à échéance 2024 pour financer les projets de canalisations structurantes « T3 » et les travaux de réseau Paris Nord-Est.

V – Etat de variations des capitaux propres
(En milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Pertes et gains actuariels	Variations justes valeurs et autres	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2010.....	1 725 320	27 605	4 568	193 733	-21 768	1 759	152	206 049	-382	205 667
Résultat net.....				26 721				26 721	70	26 791
Autres éléments du résultat global.....					7 988	-599	-179	7 210	9	7 219
Résultat global au 30 juin 2011.....				26 721	7 988	-599	-179	33 931	79	34 010
Dividendes distribués.....				-5 435				-5 435	-121	-5 556
Variation de périmètre				1				1	-1	
Autres.....										
Capitaux propres au 30 juin 2011.....	1 725 320	27 605	4 568	215 020	-13 780	1 160	-27	234 546	-425	234 121
Résultat net.....				-2 984				-2 984	-16	-3 000
Autres éléments du résultat global.....					-12 548	1 311	149	-11 088	-83	-11 171
Résultat global de l'exercice 2011.....				-2 984	-12 548	1 311	149	-14 072	-99	-14 171
Dividendes distribués.....									-20	-20
Variation de périmètre				-1				-1	1	0
Autres.....				-5				-5		-5
Capitaux propres au 31 décembre 2011.....	1 725 320	27 605	4 568	212 030	-26 328	2 471	122	220 468	-543	219 924
Résultat net.....				22 327				22 327	-19	22 308
Autres éléments du résultat global.....					3 616	-5 092	284	-1 192	-23	-1 215
Résultat global au 30 juin 2012.....				22 327	3 616	-5 092	284	21 135	-42	21 093
Dividendes distribués.....				-6 039				-6 039	-116	-6 155
Variation de périmètre								0		0
Autres.....				-1				-1		-1
Capitaux propres au 30 juin 2012.....	1 725 320	27 605	4 568	228 317	-22 712	-2 621	406	235 563	-701	234 861

VI – Notes aux états financiers intermédiaires

En date du 30 août 2012 les états financiers consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2012 de la Société CPCU et de ses filiales, ont été présentés au Conseil d'Administration de CPCU qui a autorisé leur publication.

INFORMATIONS SUR LA SOCIETE

CPCU SA, Société mère du Groupe et de ses filiales, dont le siège social est situé au 185 rue de Bercy 75012 PARIS, est une Société Anonyme à Conseil d'Administration soumise aux dispositions du livre II du Code de Commerce ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux Sociétés commerciales françaises.

Elle est régie par les dispositions légales et réglementaires, en vigueur et à venir, applicables aux sociétés anonymes et par ses statuts. La Société est cotée sur Euronext compartiment B.

Activité de la société

CPCU est concessionnaire de la Ville de Paris pour « la distribution de chaleur pour tous usages par la vapeur ou l'eau chaude, sur le territoire de la Ville de Paris » aux termes de la convention de concession en date du 10 décembre 1927 dont la fin est prévue le 31 décembre 2024.

Note 1 – Référentiel et principes comptables

1.1 – Référentiel

En application du règlement européen du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales (IFRS), les états financiers consolidés annuels du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté dans l'Union Européenne¹.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés du Groupe établis pour la période de six mois close au 30 juin 2012 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés intermédiaires condensés n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2011, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés décrites ci-après.

(1) Référentiel disponible sur le site Internet de la Commission Européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

1.2 – Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés intermédiaires condensés sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 conformément aux IFRS publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne, à l'exception des éléments suivants en 1.2.1 :

1.2.1 - Amendements applicables en 2012

- Amendements IAS 12 – Impôt différé – Recouvrement des actifs sous-jacents² Le Groupe n'est pas concerné par ces amendements.
- Amendement IFRS 7 – Informations à fournir - Transfert d'actifs financiers ;

1.2.2 - Amendements applicables après 2012 et anticipés par le Groupe en 2011

- Amendements IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global.

1.2.3 - Normes IFRS et amendements applicables après 2012 et non anticipés par le Groupe en 2012

Normes et amendements applicables en 2013

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés² ;
- IFRS 11 – Partenariat² ;
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités² ;
- Amendement IAS 28 - Participations dans des entreprises associées et des coentreprises² ;
- IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur² ;
- Amendements IAS 19 – Avantages du personnel ;
- Amendements IFRS 7 – Informations sur les compensations entre actifs et passifs financiers² ;
- Améliorations annuelles – Cycle 2009-2011².

Amendements applicables en 2014

- Amendements IAS 32 – Compensations entre actifs et passifs financiers².

Norme applicable en 2015

- IFRS 9 – Instruments financiers – Classement et évaluation ² ;

L'analyse des incidences de l'application de ces normes est en cours.

(2) Ces normes et interprétations n'étant pas encore adoptées par l'Union Européenne, il s'agit d'une traduction libre.

1.3 – Utilisation du jugement et d'estimations

Estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers portent principalement sur les provisions (cf note 6), dont les engagements de retraite et assimilés (cf note 6.1) et les provisions sur le réseau (cf note 6.2) et sur les instruments financiers (cf note 3).

Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

1.4 – Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières mais les variations climatiques ont des effets plus importants que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2012 ne sont pas nécessairement révélateurs de ceux attendus pour l'ensemble de l'exercice 2012.

En effet, l'activité de CPCU est liée à la saison de chauffe, qui commence généralement vers le début octobre et finit fin avril. Sur les mois d'été, lorsque l'activité est réduite à la livraison d'eau chaude sanitaire, le Groupe réalise les entretiens des équipements (chaufferies, réseau).

Le résultat au 1^{er} semestre est donc caractérisé par une activité de chauffe souvent plus importante que celle du second semestre. La trésorerie à fin juin est améliorée par l'encaissement des facturations de la période « hivernale » de chauffe et est peu grevée par les dépenses d'entretien et de maintenance des équipements qui seront réalisées principalement au cours des mois d'été.

Avantages du personnel

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture (cf note 6.1).

Note 2 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Au cours du 1^{er} semestre 2012, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles se sont élevées à respectivement 12 M€ et 9 M€ et se décomposent essentiellement comme suit :

Immobilisations incorporelles : la valeur brute du droit incorporel augmente de 12 M€ en lien avec :

- la réalisation de la canalisation structurante « T3 » pour 5 M€,
- les travaux sur les boucles d'eau chaude Pré Saint Gervais 2 M€,
- les travaux Paris Nord-Est réseau 1 M€.

Immobilisations corporelles : le montant des investissements s'élève à 9 M€, dont plus de la moitié concerne la sous-station d'échange pour la production de chaleur et de froid à partir de la géothermie réalisée Porte d'Aubervilliers (6 M€).

Par ailleurs les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du 1^{er} semestre se sont élevées respectivement à 13 M€ et 4 M€, soit 17 M€ au total versus 18 M€ au 30 juin 2011.

Note 3 – Instruments financiers

Note 3.1 - Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	30/06/2012			31/12/2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Titres disponibles à la vente.....	137		137	138		138
Prêts et créances au coût amorti.....	12 413	387	12 800	9 929	915	10 844
Instruments financiers dérivés	0	0	0	772	2 918	3 690
Créances clients et autres débiteurs		51 142	51 142	0	144 944	144 944
Trésorerie et équivalent de trésorerie		20 447	20 447	0	3 456	3 456
Total actifs financiers.....	12 550	71 976	84 526	10 839	152 233	163 072

Les variations des postes "Créances clients et autres débiteurs" et "Trésorerie et équivalent de trésorerie" sont liées à la saisonnalité de l'activité (cf note 1.4).

Les prêts et créances au coût amorti comprennent essentiellement l'indemnité à percevoir sur le programme de modernisation des retours d'eau structurants soit 10,3 M€ au 30 juin 2012 versus 8,3 M€ au 31 décembre 2011.

Note 3.2 - Passifs financiers

(En milliers d'euros)	30/06/2012			31/12/2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières.....	90 275	22 784	113 059	70 622	93 887	164 509
Autres passifs.....	16 387		16 387	14 433	0	14 433
Instruments financiers dérivés	331	4 155	4 486		0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes...		7 586	7 586		7 548	7 548
Fournisseurs.....		50 021	50 021		105 887	105 887
Autres dettes d'exploitation.....		14 854	14 854		25 881	25 881
Passif de renouvellement.....		2 792	2 792		3 361	3 361
Autres passifs d'exploitation.....		55 378	55 378		42 494	42 494
Total passifs financiers.....	106 993	157 570	264 563	85 055	279 058	364 113

La forte décroissance concernant les postes « Dettes financières » et « Fournisseurs » est liée à la saisonnalité de l'activité.

Les instruments financiers sur les achats à terme fioul, charbon, swap de gaz sont évalués à la juste valeur. Ces transactions sont réalisées avec GDF SUEZ Trading, filiale spécialisée du Groupe GDF-SUEZ.

Note 4 – Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire son exposition aux risques de marché provenant de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours de change, des prix des matières premières et de l'énergie. Le recours à des produits dérivés s'exerce dans le cadre d'une politique Groupe en matière de gestion des risques de taux, de change et de matières premières.

Note 4.1 - Risque de crédit

L'exposition maximale du Groupe au risque de crédit peut être appréciée à hauteur de la valeur comptable des actifs financiers et de la juste valeur des dérivés inscrits à l'actif de son bilan. Le Groupe est exposé au risque de crédit essentiellement de part ses activités opérationnelles et financières.

La crise des années 2008 et 2009 a conduit à un renforcement du suivi du risque de contrepartie qui a permis de confirmer que l'exposition du Groupe n'est pas accrue.

Activités opérationnelles

L'encours des créances clients et autres débiteurs est présenté dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'euros)	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture					Actifs dépréciés	Actifs non dépréciés non échus	Actifs nets
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'un an	Total			
Créances clients et autres débiteurs						Total	Total	Total
au 30 juin 2012	7 263	1 806	642		9 711	341	41 090	51 142
au 31 décembre 2011	41 117	114	156	9	41 396	589	102 959	144 944

Les variations de l'encours clients et autres débiteurs sont liées à la saisonnalité de l'activité (cf note 1.4).

Note 4.2 - Risque de liquidité

Une convention de trésorerie mise en place en octobre 2007 entre CPCU et GDF SUEZ Finance couvre les besoins de trésorerie depuis cette date. Au 30 juin 2012 la Société dispose de 100 M€ sur cette ligne de crédit.

Les financements externes mis en place (locations financement et emprunts) ont été accordés de manière irrévocable.

Note 5 – Stocks

(En milliers d'euros)	30/06/2012	31/12/2011
Matières premières (charbon, fioul)	8 491	22 540
Autres pièces détachées	6 601	6 244
Quotas CO2	1 023	618
Valeur brute	16 115	29 402
Provision pour dépréciation	1 195	1 076
Valeur nette	14 920	28 326

Quotas CO2

Le plan national d'affectation des quotas de Gaz à effet de serre (CO2) pour la seconde période 2008 – 2012 a attribué au Groupe CPCU 1 396 Kt de quotas.

En 2012, les émissions du 1^{er} semestre se sont élevées à 650 Kt de quotas pour CPCU et 98 Kt de quotas pour Cogé-Vitry (748 Kt de quotas au total). Les quotas non utilisés sont reportables sur les années restantes de la période et au-delà de 2012.

Les stocks de quotas au 30 juin 2012 de CPCU et de Cogé-Vitry sont respectivement de 1 022 Kt et de 64 Kt contre 762 Kt et 60 Kt au 31 décembre 2011.

Note 6 – Provisions (courant et non courant)

(En milliers d'euros)	Notes	Montant au 31/12/2011	Augmentations : dotations de la période	Diminutions : reprises de la période		Reclassement	Variation liée à la désactualisation	Montant à la fin de la période 30/06/2012
				Montants utilisés	Montants non utilisés			
Non courant		210 655	10 743	9 827	1 313	-83	2 357	212 532
Avantages du personnel.....	6.1	115 751	1 816	8 579		-83	2 357	111 262
Provision pour risque réseau condensats.....	6.2	77 324	8 327	1 048	1 188			83 415
Provision pour risque ouvrages spéciaux		2 123						2 123
Autres.....	6.3	15 457	600	200	125			15 732
Courant.....		14 342	73	493	161	83	0	13 844
Avantages du personnel.....	6.1	5 038				83		5 121
Provision pour risque réseau condensats.....	6.2	3 702	73	246	161			3 368
Autres.....	6.3	5 602		247				5 355
Total provisions courantes et non courantes.....		224 997	10 816	10 320	1 474	0	2 357	226 376

Note 6.1 – Avantages postérieurs à l'emploi

Cette provision diminue de 121 M€ au 31 décembre 2011 à 116 M€ au 30 juin 2012 et sa variation s'explique par :

- la désactualisation de la provision d'un montant de 2,3 M€ au 1^{er} semestre 2012 identique à celui du 1^{er} semestre 2011, dont la contrepartie se trouve en charges financières,
- les pertes et gains actuariels d'un montant de 5,8 M€ (dont 5,5 M€ en impact réserves et 0,3 M€ en impact résultat) au 1^{er} semestre 2012 versus 12,6 M€ (dont 12,1 M€ en impact réserves et 0,6 M€ en impact résultat) au 1^{er} semestre 2011, venant de la variation des taux d'actualisation retenus :
 - de 3,80% en décembre 2011 à 4% en juin 2012 correspondant au taux 15 ans pour les retraites, avantages postérieurs d'un effet de 5,5 M€ comptabilisé au bilan,
 - de 3,45% en décembre 2011 à 3,80% en juin 2012 correspondant au taux 10 ans pour les autres avantages à long terme (rentes AT/MP,...) d'un effet de 0,3 M€ comptabilisé en résultat.
 La contrepartie de cette actualisation est une hausse des réserves.
- la charge représentée par les droits acquis pendant le 1^{er} semestre 2012, soit 1,8 M€,
- la reprise correspondant aux prestations payées au cours du 1^{er} semestre 2012, soit 2,7 M€.

Note 6.2 – Provision pour risques réseau condensats

La provision pour retours d'eau a été constituée afin de remettre en état les canalisations de retours d'eau, lesquelles véhiculent les condensats restitués par les clients en sortie des sous-stations jusqu'aux chaufferies produisant de la vapeur. Cette provision couvre une obligation de travaux à effectuer par CPCU, signifiée par la DRIEE.

La provision est calculée de la manière suivante :

- une liste des canalisations à inspecter est établie. Cette liste est détaillée par tronçons ;
- un devis de remplacement est établi pour chaque tronçon par le bureau d'études en fonction du diamètre de la canalisation, et tient compte des différents éléments (génie civil, canalisation, désamiantage éventuel...). Le coût de remplacement est alors égal au prix du mètre de canalisation multiplié par la longueur du tronçon ;
- la provision, par tronçon, est ensuite calculée sur la base du coût et d'un taux de remplacement issu de données historiques et validé par la Direction Générale. Les données historiques sont les longueurs remplacées et les longueurs inspectées entre 2004 et 2010 ;
- le montant de la provision est égal à la somme des provisions par tronçon, diminuée des travaux réalisés.

La partie « courante » de la provision pour retours d'eau correspond à l'anticipation du montant des travaux pour l'exercice suivant.

Au 30 juin 2012 :

- une dotation complémentaire pour le désamiantage d'un montant de 7,9 M€ a été comptabilisée afin de tenir compte du retour d'expérience sur le désamiantage ;
- la reprise de la provision pour retours d'eau s'élève à 2,6 M€ dont :
 - 2,2 M€ de reprise sur le réseau Paris,
 - 0,4 M€ de reprise sur le hors Paris.

Cette reprise correspond principalement à des travaux curatifs effectués suite à des sinistres ou préventifs suite à des inspections.

Note 6.3 – Autres provisions

Les variations sur la période n'appellent pas de commentaire particulier.

Note 7 – Chiffre d'affaires

(En milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Ventes de chaleur et prestations de services.....	200 451	171 023
Ventes d'électricité.....	48 072	40 803
Ventes au concédant	11 822	25 633
Total.....	260 345	237 459

Le chiffre d'affaires consolidé augmente de 10% de 237 M€ au 30 juin 2011 à 260 M€ au 30 juin 2012 et se décompose ainsi :

- les ventes d'électricité augmentent de 41 M€ au 30 juin 2011 à 48 M€ au 30 juin 2012 (+ 18%), cette hausse reflétant la hausse du prix de l'électricité indexée sur le prix du gaz ;
- les ventes de chaleur augmentent de 171 M€ au 30 juin 2011 à 200 M€ au 30 juin 2012 (+ 17%) en raison de la hausse des volumes vendus et de l'effet des ajustements tarifaires ;
- les ventes au concédant (investissements de biens de retour) diminuent de 26 M€ au 30 juin 2011 à 12 M€ au 30 juin 2012 (- 54%), suite à l'achèvement des travaux de la canalisation structurante « T3 » qui représentent 19 M€ en 2011 et 6 M€ en 2012.

Note 8 – Résultat financier

Le résultat financier au 30 juin 2012 et au 30 juin 2011 se compose comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Coût de la dette nette.....	-282	-255
Autres charges financières.....	-2 564	-2 530
Autres produits financiers.....	60	72
Total.....	-2 787	-2 713

La diminution du coût de la dette nette provient de la baisse des taux d'intérêts.

Le total « autres charges financières » comprend la charge de désactualisation liée aux avantages postérieurs à l'emploi (cf note 6.1).

Les autres charges financières restent stables.

Note 9 – Impôt sur les bénéfices de l'exercice

La charge d'impôt comprise dans le résultat se ventile comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2012	30/06/2011
Impôts courants	-15 902	-14 301
Impôts différés	4 042	1 191
Total	-11 860	-13 110
Taux effectif d'impôt	36,15%	34,53%

L'impôt 2012 est calculé avec la contribution exceptionnelle de 5% appliquée sur le taux normal de 33,33%, et la contribution additionnelle de 3%, ce qui porte le taux d'IS à 36,10%.

Note 10 – Parties liées

Liste des parties liées et des principales transactions :

- GDF Suez Finance : compte - courant de trésorerie entre CPCU et GDF Suez Finance par une convention (19 M€),
- Tiru : contrat d'achat par CPCU de la vapeur produite par les usines Syctom (10 M€),
- SNC Cogé Vitry :
 - o refacturation de services (ex : contrat de conduite, maintenance et entretien, contrat d'assistance soit 1 M€),
 - o achat de vapeur par CPCU à SNC Cogé Vitry (8 M€),
- SNC CVE : vente de vapeur par CPCU à la SNC CVE (6 M€),
- SOVEN : vente de gaz à CPCU et COGE VTRY (52 M€),
- Transports Réunis Services : transport, traitement, manutention et stockage de charbon (1 M€),
- SDC Clichy : vente de vapeur par CPCU (5 M€),
- SNC CVD : garantie d'emprunt sur le montant du capital restant dû (7 M€),
- GDF SUEZ : refacturation de services (ex : assurance, personnel détaché, assistance administrative) (1 M€),
- Ville de PARIS : vente de chaleur (12 M€) et redevance (4 M€).

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

I - Analyse des résultats consolidés du 1^{er} semestre 2012.

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué en 2012 par rapport à 2011 et comprend :

- la société intégrée globalement dans les comptes consolidés : CVE,
- la société intégrée proportionnellement à hauteur du pourcentage de détention par CPCU, soit 50% : Cogé Vitry,
- les sociétés mises en équivalence à hauteur du pourcentage de détention par CPCU : Climespace (22%), Tiru (19%), CVD (45%), TRS (26%).

Compte tenu de la forte contribution des comptes de la société CPCU aux comptes consolidés du Groupe CPCU, la majorité des commentaires sur les comptes exposés ci-avant reste valable pour les comptes consolidés et sera complétée des remarques ci-dessous relatives à la contribution des filiales :

Chiffres consolidés Groupe CPCU M €	2011.06	2012.06	Variation
Chiffre d'Affaires	237	260	10%
- Chaleur	171	200	17%
- Electricité	41	48	18%
- Concédant	26	12	-54%
EBITDA (1)	55	60	10%
ROC (2)	40	36	-12%
Résultat financier	-3	-3	NS
Part dans les entreprises associées	2	1	NS
dont : - Tiru	0,9	0,3	-66%
- Climespace	0,9	1,0	18%
Impôts sur les Sociétés	-13	-12	-10%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	27	22	-16%
Investissements	30	21	-30%

(1) résultat avant amortissements, provisions, résultat financier, résultat des mises en équivalence, impôt

(2) résultat avant résultat financier, résultat des mises en équivalence, impôt

(3) Non Significatif

Le chiffre d'affaires consolidé augmente de 10% de 237 M€ en 2011 à 260 M€ en 2012 et se décompose de la manière suivante :

- les ventes de chaleur augmentent de 17% de 171 M€ en 2011 à 200 M€ en 2012 en raison du :
 - o chiffre d'affaires proportionnel aux volumes vendus progresse de 19% de 130 M€ en 2011 à 155 M€ en 2012, avec une hausse des volumes vendus de 12% et un ajustement tarifaire moyen de 7%,
 - o chiffre d'affaires de la redevance d'abonnement progresse de 10% de 41 à 45 M€ en raison des raccordements et des ajustements tarifaires,
- les ventes d'électricité augmentent de 18% de 41 M€ en 2011 à 48 M€ en 2012, cette hausse reflétant la hausse du prix de l'électricité vendue corrélative à la hausse du prix du gaz,
- les ventes au concédant (investissements de biens de retour) baissent de 54% de 26 M€ en 2011 à 12 M€ en 2012, en lien avec l'achèvement des travaux de la canalisation structurante « T3 » de nature exceptionnelle et représentant 19 M€ en 2011 et 6 M€ en 2012.

Le résultat avant amortissements, provisions, résultat financier et impôt (« EBITDA ») augmente de 10%, passant de 55 M€ en 2011 à 60 M€ en 2012.

Cette variation vient essentiellement de l'exploitation de CPCU et a une double origine :

- la marge sur énergie (« R1 ») augmente de 5 M€ en raison d'une rigueur climatique favorable, d'augmentations tarifaires de l'ordre de 7% couplée avec une hausse significative de 15% des coûts des énergies due à une hausse du prix des énergies fossiles (fioul et gaz en hausse de 12%) et des énergies renouvelables (hausse de 9%), répercutée pour moitié dans les tarifs ;
- la marge sur coûts fixes (« R2 ») est stable de 5 M€ avec comme variations significatives :
 - o la hausse du chiffre d'affaires R2 de 4 M€,
 - o la hausse des coûts d'entretien (2 M€),
 - o des produits d'assurance en baisse de 1 M€,
 - o des frais de personnel en baisse non significative de 2 M€ suite à une reprise de charge à payer relative à des frais des années 2001 à 2007 de différence tarifaire pour les agents retraités de CPCU,
 - o des impôts en hausse de 1,5 M€, en partie en raison de la hausse de la valeur ajoutée.

Le résultat opérationnel courant (« ROC ») baisse de 11% de 40 M€ en 2011 à 36 M€ en 2012.

Cette baisse de 4 M€ provient de CPCU et a une double origine :

- le résultat sur les charges « concession » en baisse de 2 M€, compte tenu (i) de travaux sur le programme de renouvellement des réseaux d'eau structurants plus importants en 2012 qu'en 2011 et (ii) du décalage du programme réalisé en 2011,
- un solde de dotations nettes aux provisions en hausse de 8 M€, avec l'augmentation de la provision pour désamiantage du réseau condensats.

Résultat des sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence baisse de 1,9 M€ en 2011 à 1,4 M€ en 2012 selon le détail ci-après :

Résultat mis en équivalence (M€)	2011.06	2012.06	Variation
Climespace	0,9	1,0	18%
Tiru	0,9	0,3	-66%
CVD	0,0	-0,1	NS
TRS	0,1	0,1	NS
Total	1,9	1,4	-29%

NS : Non Significatif

Le résultat mis en équivalence baisse de 29% entre le 1^{er} semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 en raison de la baisse des résultats de Tiru.

Résultat financier

Le résultat financier est stable : - 2,7 M€ en 2011 et - 2,8 M€ en 2012 et s'analyse en :

- un coût financier lié aux retraites (« désactualisation de la provision ») stable à 2,3 M€ en 2011 et en 2012,
- un coût financier lié à l'actualisation de l'indemnité du Concédant en augmentation de 0,3 M€ en 2011 à 0,6 M€ en 2012, en lien avec l'augmentation des travaux réalisés,
- des charges financières en baisse de - 0,3 M€ en 2011 à + 0,1 M€ en 2012 en raison de taux d'intérêt court terme à des niveaux historiquement bas et de la capitalisation des charges d'intérêts sur les projets majeurs T3 et PNE.

Impôt sur les sociétés

L'impôt baisse de 10%, de 13 M€ en 2011 à 12 M€ en 2012, en lien avec la baisse du résultat courant.

Le taux d'imposition a augmenté de 34,43% au 1^{er} semestre 2011 à 36,11% au 1^{er} semestre 2012, ce taux étant applicable depuis septembre 2011 aux sociétés réalisant plus de 250 M€ de chiffre d'affaires.

Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé est en baisse significative de 16% (27 M€ en 2011 et 22 M€ en 2012), la baisse du résultat opérationnel courant (- 4 M€), et du résultat des mises en équivalence (- 1 M€) étant atténuée par la baisse de l'impôt (+ 1 M€).

II - Résultat prévisionnel 2012

CPCU est soumis à de nombreux aléas (climatologie, cours des matières premières, des changes, risques d'exploitation tant en production qu'en distribution).

La marge sur énergie et l'EBITDA sont en amélioration au 1^{er} semestre 2012 par rapport à la même période 2011, l'augmentation des volumes de chaleur de 12% avec une climatologie plus favorable, étant plus important que la dégradation de la marge unitaire, reflet d'une hausse des prix de vente égale à la moitié de la hausse du prix de revient de la chaleur.

Les résultats du 2nd semestre sont attendus conformes au budget compte tenu de l'ajustement tarifaire de 4% réalisé en février 2012 et de la baisse des prix des énergies fioul et gaz survenue en mai et juin 2012.

Les prix des énergies en EUR ont une forte volatilité susceptible d'influencer significativement le résultat du 2nd semestre 2012.

Les dépenses d'entretien en 2012 sont budgétées à 40 M€, niveau élevé qui correspond à la poursuite des efforts engagés sur le réseau condensats.

Le montant des investissements 2012 est attendu à 60 M€ à comparer à 72 M€ en 2011, en raison de l'achèvement de la réalisation de la canalisation structurante « T3 ».

Une plus value de 10 M€ doit être comptabilisée au 2nd semestre sur la cession du terrain occupé par l'ancienne centrale de La Villette, à présent démantelée.

Compte tenu de ces hypothèses, le chiffre d'affaires et le résultat net de CPCU SA en 2012 serait en progression par rapport à 2011.

III – Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées ne présentent pas d'évolution significative.

IV – Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste que, à ma connaissance, les états financiers consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de notre Groupe, et que le rapport semestriel d'activité donne une image fidèle des informations visées à l'article 222-6 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Frank Demaille
Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société CPCU, relatifs à la période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 30 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

Tuillet Audit
Brigitte Vaira-Bettencourt

ERNST & YOUNG et Autres
Charles-Emmanuel Chosson